

LA THÉORIE DE L'IMPÉRIALISME DE ROSA LUXEMBURG

Rosa Luxemburg fit paraître son principal livre, *L'accumulation du capital*, en 1913¹. Elle était alors professeur d'économie politique à l'école du parti social-démocrate, à Berlin, depuis 1907. C'est son activité à l'école du parti, qui donna naissance à cet important ouvrage.

A l'époque où R. Luxemburg écrit *L'accumulation du capital*, de nombreux socialistes attaquent les analyses de Marx sur la chute du capitalisme, en les déformant d'ailleurs le plus souvent, et notamment E. Bernstein, qui dès 1896-1900, s'appuyant sur le fait que les salaires réels augmentaient, et que l'armée de réserve industrielle était moins importante, critiquait Marx, et affirmait que le capitalisme pouvait se développer indéfiniment, sans entraves.

C'est précisément contre cette tendance et contre Bernstein notamment, que R. Luxemburg écrit son livre. Elle va affirmer que le capitalisme se heurtera inéluctablement dans son évolution à une limite contre laquelle il se brisera, qu'il ne pourra se développer indéfiniment et sans entraves. Marx ne s'est pas trompé, dit-elle contre Bernstein, *mais il n'a pas vu qu'il n'y aurait pas d'effondrement tant qu'il existerait des secteurs et des pays pré-capitalistes à conquérir.*

Plus précisément, le fait que certains révisionnistes, et notamment Bernstein, et avec lui une partie de l'Internationale socialiste, aient été, dans les années 1900, ouvertement favorables au *colonialisme*, avait déjà incité certains adversaires des révisionnistes, à insister sur le rôle des débouchés extérieurs dans le développement des économies capitalistes, et à montrer que le capitalisme pouvait s'effondrer si le marché devenait trop étroit. C'est ainsi par exemple, que Kautsky, qui, vers les années 1890, apparaissait encore comme le défenseur du marxisme révolutionnaire contre toute sorte de compromis, *insiste* sur le rôle des marchés extérieurs dans le développement des économies capitalistes.

Dans un article publié en 1902, « La théorie des crises » dans le journal du parti social-démocrate allemand, Kautsky écrit, en effet :

« Les capitalistes et les travailleurs qu'ils exploitent, fournissent, avec l'accroissement de la richesse des premiers, et du nombre des seconds, des débouchés croissants pour les biens de consommation produits par l'industrie capitaliste ; les débouchés croissent cependant moins rapidement que l'accumulation du capital et l'accroissement de la productivité du travail. *L'industrie capitaliste doit, par conséquent, trouver un marché additionnel extérieur à son domaine dans les pays et les couches de la population non capitalistes...* Chaque période de prospérité *qui suit* un élargissement significatif du marché sera de courte durée et la crise surviendra². »

Kautsky ajoutait que, non seulement les crises étaient inévitables, mais encore que le capitalisme serait voué à une « période de dépression chronique », en raison précisément de l'impossibilité d'étendre indéfiniment le marché mondial :

« Il doit y avoir un moment, et ce peut être très bientôt, où *il deviendra impossible pour le marché mondial, même temporairement de s'étendre plus rapidement que les forces productives*, et où la surproduction sera chronique pour toutes les nations industrielles. »

Kautsky pense d'ailleurs que les conflits internationaux deviendront plus sévères, car, à mesure que l'état de dépression chronique approche, chaque nation essaye d'étendre sa part du marché aux dépens des autres, utilisant « les conquêtes coloniales, les tarifs prospecteurs et les cartels³ ».

Kautsky, plus tard, répudiera totalement et explicitement ces thèses, mais il était intéressant de les rappeler, dans la mesure où elles montrent qu'elle était l'une des réponses que l'on pouvait faire aux révisionnistes.

R. Luxemburg précisément, dès 1898, dans *Réforme ou Révolution*, montre, pour répondre aux révisionnistes, et à Bernstein essentiellement, que si les prévisions de Marx ne se vérifient pas exactement, c'est en raison des possibilités d'expansion que les colonies offrent à l'Europe. Mais, écrit-elle, « une fois que le marché mondial sera à peu près constitué et ne pourra plus être agrandi par des élargissements soudains, tandis que la productivité du travail ne cessera de progresser, le conflit périodique entre les forces productives et les limites des échanges commencera tôt ou tard, et sa répétition même le rendra toujours plus violent et impétueux ».

De même, au Congrès socialiste de Paris en 1900, elle laisse entendre qu'en raison de l'expansion rapide du capitalisme, on ne peut plus parler de misère croissante du prolétariat européen, mais que cela ne permet aucunement de se rallier aux vues de Bernstein, car dans leur entreprise d'inévitable conquête des marchés extérieurs, les grandes puissances s'opposent, ce qui ne peut manquer d'engendrer entre elles des guerres qui peuvent conduire à la disparition du capitalisme.

Cela dit, c'est surtout dans son ouvrage de 1913, *L'accumulation du capital*, que R. Luxemburg va développer et préciser ses idées.

Rosa Luxemburg s'intéresse donc *au problème de la croissance* au-delà des problèmes des mouvements cycliques : dans le premier chapitre de son livre, elle écrit : « Il est très important de bien comprendre dès le début que les mouvements cycliques... *ne représentent pas le seul problème de la reproduction*, encore qu'il soit essentiel⁴. » L'existence de cycles, dit-elle, fait que la production est tantôt supérieure, tantôt inférieure à la demande effective. Cependant, sur une longue période, on peut dégager un volume moyen de reproduction, et ceci n'est pas purement théorique, dit-elle, car, au-delà des mouvements cycliques, *la capacité productive se développe progressivement* : « Comment cela peut-il se produire ? dit-elle... C'est ici que commence *le véritable problème*.⁵ » Pourquoi l'économie capitaliste croît-elle ? Peut-elle croître de façon illimitée ? *D'où vient l'incitation à investir ? D'où vient la demande qui permet à l'accumulation de se poursuivre ?* Telles sont les questions auxquelles il faut répondre. Il ne s'agit plus tant du problème de l'équilibre entre épargne et investissement, que Marx avait déjà traité, *mais du problème de l'incitation à investir : quelles sont les raisons qui poussent les capitalistes à investir, et comment savent-ils s'il existera une demande suffisante pour les produits nouvellement créés par le nouveau capital ?*

Nous verrons successivement :

1. *L'examen, par Rosa Luxemburg, de la réponse des économistes à ces questions.*
2. *L'analyse de la nécessité pour le capitalisme, d'avoir des débouchés extérieurs.*

I. — L'EXAMEN DE LA RÉPONSE DES ÉCONOMISTES

R. Luxemburg, dans de remarquables chapitres d'histoire de la pensée économique, commence par repousser aussi bien la réponse de J.-B. Say et de D. Ricardo sur la loi des débouchés, selon laquelle l'offre crée automatiquement sa propre demande, et selon laquelle, par conséquent, aucune insuffisance générale de débouchés n'est jamais à craindre, que la théorie erronée de la sous-consommation de Sismondi et de Malthus : ces deux auteurs, en effet, rejetaient, à juste titre, la loi des débouchés, mais se contentaient d'affirmer qu'une partie des revenus des riches était épargnée, et que, par conséquent, la demande de biens de consommation était inférieure à l'offre de biens de consommation, la demande globale inférieure à l'offre globale, le surplus devant être exporté. Mais, affirmer la nécessité de marchés extérieurs sur la base de ce raisonnement était erroné, car Sismondi et Malthus ne voyaient pas que l'épargne, lorsqu'elle est dépensée, donne naissance à *un autre type de*

demande, une demande de biens d'équipement, susceptible de venir combler l'écart créé par l'épargne, entre l'offre et la demande globales.

Par ailleurs, R. Luxemburg repousse également, aussi bien la thèse des populistes russes (Vorontsov, Nikolayon) qui affirmaient la nécessité de marchés extérieurs, mais sur la base d'une reformulation de la théorie erronée de la sous-consommation de Sismondi, que la thèse des *marxistes-légaux* (Tugan – Baranovski, Struve, Bulgakov) qui affirmaient la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme sur la base du *seul* marché intérieur, mais en poussant à l'absurde certaines des découvertes de Marx : en effet, ils s'appuyaient sur la critique faite par Marx à Sismondi, relative à l'oubli par Sismondi de l'existence et du rôle d'une demande de biens d'équipement, et ils la déformaient totalement, en prétendant que même si la demande de consommation était presque nulle, l'équilibre économique pouvait être maintenu, si la demande de biens d'équipement était suffisante.

Bulgakov, par exemple, dans un ouvrage de 1897, *Sur les marchés de la production capitaliste : Une étude théorique*, s'appuie sur les schémas de Marx, et sur le fait que dans le régime capitaliste, la fin poursuivie n'est pas la satisfaction des besoins sociaux, pour pousser à l'absurde ces thèses, et pour affirmer que « la production capitaliste peut connaître une expansion illimitée, même si la consommation diminue ⁶ ». L'augmentation de la production n'est pour lui, en rien limitée par la consommation ; il suffit que la demande de biens d'équipement prenne le relais de la demande de consommation, ce qu'elle fait, puisqu'il s'agit là des conditions normales de la production capitaliste. Dans ces conditions, le capitalisme peut fort bien fonctionner sur la seule base du marché intérieur : il n'a pas besoin de marchés extérieurs.

Or, si Bulgakov a raison, à la suite de Marx, d'affirmer que le fait qu'une partie de la plus-value ne soit pas consommée, mais épargnée, n'est pas automatiquement un frein à la production, puisque cette épargne peut donner naissance à une demande d'investissement.

1° Il est absurde de pousser à l'extrême cette thèse, en prétendant que la demande de consommation peut être presque nulle, et que le système peut fonctionner malgré tout, car il est évident que si la demande de consommation est très faible, les entrepreneurs n'investissent plus.

2° Il ne dit pas pourquoi, précisément, et pour cause, la demande d'investissement va augmenter.

Puis R. Luxemburg en arrive à Marx :

Elle lui sait gré d'avoir montré, contre les classiques et Sismondi, que le produit global contient non seulement des biens de consommation, mais aussi des moyens de production, et que la partie de la plus-value épargnée, peut, si elle s'investit susciter une demande, une demande de biens d'équipement, qui peut rétablir l'équilibre, détruit par l'épargne, entre l'offre et la demande globales. Elle lui sait gré, de façon plus générale, d'avoir bien montré, dans le livre II du *Capital*, que l'écoulement normal des biens de consommation produits ne peut se réaliser que si l'on produit simultanément un volume suffisant de moyens de production, ou encore que *l'égalité entre l'investissement brut et l'épargne brute* est la condition nécessaire et suffisante de l'équilibre sur le marché des biens de consommation.

Mais, *cela dit*, soit dit-elle parce que Marx a passé trop de temps à combattre l'erreur des classiques et de Sismondi sur la demande de biens d'équipement, soit parce que son œuvre n'est pas une œuvre finie, *les schémas de la reproduction élargie du livre II du Capital, aboutissent à un résultat à la fois insatisfaisant, et contradictoire avec le livre III du Capital.*

En effet, dit-elle, les schémas de la reproduction du livre II du *Capital* donnent l'impression qu'un développement *indéfini* du capitalisme est possible sur la *seule* base du marché *intérieur*, pourvu que les proportions entre les deux grands secteurs soient respectées : après avoir présenté les schémas de Marx, elle affirme que l'accumulation du capital semble

pouvoir se continuer de façon indéfinie, sur la base du seul marché intérieur. Le livre II du *Capital* laisse, selon elle, admettre la possibilité d'une progression constante de l'accumulation, et d'une extension illimitée de la production sur la base du marché intérieur.

En fait, dit R. Luxemburg, l'erreur de Marx est d'avoir raisonné *dans le cadre* « d'une » nation, plus précisément d'avoir raisonné comme si le monde entier était une seule Nation capitaliste :

« Le schéma de la reproduction élargie de Marx ne peut pas expliquer le processus réel et historique de l'accumulation. Et pourquoi ? A cause de ses prémisses. Il tente, en effet, de décrire le processus de l'accumulation en faisant l'hypothèse que capitalistes et travailleurs sont les seuls consommateurs ⁷ ».

Elle cite à cet égard des textes de Marx, tirés aussi bien des livres I, II et III. Par exemple, elle cite ce passage du livre I (chapitre XXIV : « La transformation de la plus-value en capital ») : « En vue d'examiner l'objet de notre investigation, dans son intégrité, libre de toutes circonstances subsidiaires et perturbantes, nous traiterons le monde entier comme une seule nation, et supposerons que la production capitaliste est établie partout, et s'est emparée de toutes les branches de l'industrie ⁸ ».

Or, affirme R. Luxemburg, si l'on adopte ce point de départ, il est impossible de comprendre où les capitalistes trouvent ces débouchés nouveaux qui sont la justification des investissements supplémentaires. Nous verrons un peu plus tard qu'elle est la démonstration précise de R. Luxemburg sur ce point.

Par ailleurs, dit R. Luxemburg, non seulement les schémas de la reproduction élargie aboutissent à des résultats qui demeurent insatisfaisants, parce qu'ils laissent l'impression que le capitalisme peut se développer indéfiniment sur la base du marché intérieur, mais encore ces mêmes résultats sont *contradictoires* avec certaines thèses développées dans le livre III du *Capital* par Marx. Dans le chapitre XV du livre III du *Capital*, dit R. Luxemburg, Marx parle d'une contradiction entre la capacité de développement illimité des forces productives, et la capacité de développement limité de la consommation interne, dans des conditions de distribution capitaliste des revenus, contradiction qui rend nécessaires les marchés extérieurs.

Plus précisément, pour Marx, les débouchés extérieurs ont joué un rôle essentiel d'incitation préalable à produire, un rôle essentiel dans la *création* de la plus-value, à l'époque de l'accumulation primitive, mais de nos jours, affirme-t-il, ils ne jouent plus qu'un rôle d'exutoire pour les excédents de produits, un rôle dans la *réalisation* de la plus-value. Dans le livre III du *Capital* précisément, Marx explique que, de nos jours, la *création* de plus-value ne dépend pas de l'existence de débouchés extérieurs : elle dépend uniquement de *l'existence d'une épargne, de l'importance de la population ouvrière, et du degré d'exploitation du travail* : il écrit par exemple, dans le chapitre XV :

« La *création* de plus-value ne rencontre d'autre limite que la population ouvrière, si le taux de plus-value, donc le degré d'exploitation du travail est donné, et nulle autre limite que le degré d'exploitation du travail, si c'est la population ouvrière qui est supposée donnée, » le tout, « en supposant qu'existent des moyens de production nécessaires, c'est-à-dire une accumulation du capital suffisante ⁹ ».

Si les débouchés extérieurs, donc, ne jouent pas, de nos jours, un rôle d'incitation préalable à produire, ils permettent par contre de vendre les excédents de produits : ils sont indispensables pour la *réalisation de la plus-value*. Marx, en effet, toujours dans le même chapitre XV, explique que l'insuffisance de la consommation intérieure empêche la vente à l'intérieur de toute la production, et incite par conséquent les capitalistes à vendre leurs marchandises excédentaires *à l'extérieur* : « ... avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, le procès de production immédiat qui s'est achevé... ». Ensuite s'ouvre « le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total..., doivent être vendus ¹⁰ ».

Or, les conditions de l'exploitation immédiate, et celle de sa réalisation, ne sont pas identiques ... Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production, *et la capacité de consommation de la société*¹¹ ».

Or, cette dernière est déterminée « sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un *minimum* susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites ». Dans ces conditions, « *cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production*¹² ».

C'est précisément ce passage où Marx affirme la nécessité des débouchés extérieurs *dans la réalisation de la plus-value*, que R. Luxemburg juge contradictoire avec l'impression, laissée par les schémas du livre II, de la possibilité d'un développement indéfini sur la base du marché intérieur.

En fait, *que doit-on penser de ces critiques de Rosa Luxemburg à Marx ?*

Nous croyons, en fait, *qu'elle a tort sur deux points :*

— Tout d'abord, l'idée selon laquelle le livre II du *Capital* donnerait l'impression d'un possible développement indéfini du capitalisme, sur la base du marché intérieur, semble être une *exégèse incorrecte*. Certes, dans les schémas du livre II, Marx insiste essentiellement sur la nécessité d'une proportionnalité entre les secteurs, pour que le problème des débouchés soit résolu, ce qui l'amène à faire un certain nombre de découvertes essentielles, que R. Luxemburg a d'ailleurs reconnues. Mais il semble impossible d'en conclure que Marx affirmait la possibilité d'un développement sans limites du capitalisme, sur la base du marché intérieur. Toute l'œuvre de Marx, d'ailleurs, en un certain sens, constitue une négation de cette possibilité d'une expansion indéfinie.

Il ne faut pas demander aux schémas du livre II PLUS que ce qu'ils nous apportent : dans ces schémas, la volonté des capitalistes d'investir est admise et maintenue, et Marx recherche simplement quelles sont les conditions de *l'équilibre économique* et, à cet égard, il est le premier à montrer que cette condition est *l'égalité de l'investissement et de l'épargne*. *Il ne faut pas rechercher dans les schémas une explication de l'incitation à investir.*

Par ailleurs, et *c'est le deuxième point sur lequel R. Luxemburg a tort*, il est faux d'affirmer qu'il y a une contradiction entre les livres II et III du *Capital* : en effet, l'opposition sur laquelle Marx insistera dans le livre III, entre la tendance à une accumulation de plus en plus importante, et la prolétarianisation des masses populaires », *apparaît elle-même comme une atteinte à la nécessaire proportionnalité entre les secteurs*, proportionnalité qui est au cœur de la démonstration du livre II.

Malgré, donc, le caractère *très discutabile* des critiques adressées à Marx, par Rosa Luxemburg, il nous faut cependant reconnaître que Marx *n'a, en définitive, pas accordé d'importance aux débouchés extérieurs dans l'incitation à investir*. On ne peut lui reprocher, encore une fois, de ne pas s'être livré à une étude de l'incitation à investir, dans les schémas du livre II du *Capital*, mais cette étude, il l'a faite dans le livre III. Or, comme nous l'avons vu, s'il accorde un rôle essentiel aux débouchés extérieurs dans la réalisation de la plus-value, *il leur nie toute importance dans la création de la plus-value, c'est-à-dire dans l'incitation à produire et à investir*, cette incitation n'ayant d'autre limite que « la grandeur du capital en fonction », et « la force productive du travail mise en jeu ».

Ce qui est intéressant, dès lors, c'est de voir comment Rosa Luxemburg a, elle justifié la nécessité de marchés extérieurs pour le développement du capitalisme, et de voir notamment si elle leur a attribué de l'importance, en tant qu'incitation à produire et à investir.

2. — L'ANALYSE DE LA NÉCESSITÉ POUR LE CAPITALISME, D'AVOIR DES DÉBOUCHÉS EXTÉRIEURS

En fait, on rencontre dans le livre de R. Luxemburg, *deux types d'explication très différents* : un premier type d'explication, celui qui sur le plan théorique, est le plus développé, consiste à affirmer que les débouchés extérieurs sont nécessaires pour *réaliser* la plus-value. Un *deuxième type* d'explication, beaucoup moins développé sur le plan théorique, mais largement développé sur le plan de *l'histoire* du développement du capitalisme, consiste à affirmer que les débouchés extérieurs sont nécessaires pour *créer* la plus-value, en tant qu'incitation préalable à produire.

Première explication : *Les débouchés extérieurs sont nécessaires pour réaliser la plus-value.*

Dans toute une partie de son livre Rosa Luxemburg reprend le thème développé par Marx dans le livre III du *Capital* selon lequel les débouchés extérieurs, inutiles pour créer la plus-value, sont indispensables pour réaliser la plus-value.

I. L'accumulation du capital dans un système capitaliste, dit-elle, ne peut se faire qu'à deux conditions :

« La première condition est que la production crée de la plus-value ... La deuxième condition est que cette plus-value soit réalisée ¹³ ».

Or, pour ce qui est de la première condition, créer de la plus-value, R. Luxemburg approuve ce que dit Marx dans le chapitre XV du livre III du *Capital* ; affirmant que l'incitation à investir provient du désir des capitalistes de s'approprier de la plus-value, et se trouve d'ailleurs être une obligation pour le capitaliste, soumis à la règle de la concurrence, elle écrit qu'en définitive, la *condition* pour créer de la plus-value, est simplement et seulement l'existence sur le marché, de matières premières, de machines et de main-d'œuvre. La *création* de la plus-value ne dépend pas de l'existence de marchés extérieurs.

2. *Au contraire*, dit-elle, la *réalisation* de la plus-value en dépend. Plus précisément, pour réaliser la plus-value, dit-elle, il faut une *condition supplémentaire* : le capitaliste individuel a besoin pour que sa plus-value soit réalisée, « d'un marché plus large ¹⁴. » La production, dans un système capitaliste, « est entièrement déterminée par la demande effective qui est un moyen indispensable de *réalisation* de la plus-value ¹⁵. »

Or, dit-elle, et c'est pour cette raison que « le schéma de la reproduction élargie de Marx ne peut pas expliquer le processus réel et historique de l'accumulation », la « *réalisation de la plus-value accumulée est une tâche impossible pour une société composée seulement de travailleurs et de capitalistes* ¹⁶. »

Malthus, avec ses travailleurs improductifs, et Sismondi, et les *populistes*, avec leur rôle du commerce extérieur, l'ont bien senti, dit-elle, même si leurs théories sont erronées. « La réalisation de la plus-value nécessite l'existence d'une couche d'acheteurs, *en dehors de la société capitaliste* » ¹⁷, ou encore : « la plus-value des secteurs I et II, doit être achetée, mais par qui ? Il devra y avoir une demande effective *extérieure* à I et II, pour *réaliser* la plus-value des deux secteurs ¹⁸. »

La condition, donc, de la réalisation de la plus-value *est l'existence de débouchés extérieurs* : c'est-à-dire extérieurs, non pas aux frontières nationales, mais à la sphère capitaliste elle-même : « Le marché *intérieur* est le marché capitaliste ... ; le marché *extérieur* est l'environnement social non capitaliste ¹⁹. »

En d'autres termes, la conquête de débouchés extérieurs signifie, autant la conquête de secteurs pré-capitalistes à l'intérieur des frontières nationales, que la conquête de marchés dans les pays arriérés, à l'extérieur des frontières nationales. Rosa Luxemburg note que les deux ont été de pair, et que, par exemple, l'Angleterre a beaucoup exporté, avant même d'avoir absorbé tous les secteurs pré-capitalistes chez elle.

Cela dit, comment R. Luxemburg explique-t-elle la nécessité des débouchés extérieurs pour réaliser la plus-value ?

On rencontre en fait, deux types d'explication quelque peu différents :

Tout d'abord, il semble qu'elle ne parvienne pas à se débarrasser de la version *élémentaire* de la théorie de la sous-consommation, qui consiste à dire *que la plus-value épargnée ne peut être réalisée*, parce que personne ne demande la fraction de la production qui lui correspond : ni les travailleurs, puisqu'il s'agit de plus-value et que les salaires ont été déjà dépensés pour réaliser la partie du produit qui correspond au capital variable, ni les capitalistes, puisque cela correspond à un revenu qu'ils ne consacrent pas à l'achat de biens de consommation. Il y a donc identité entre la totalité de la plus-value épargnée, et l'existence d'un surplus invendable.

Rosa Luxemburg écrit, en effet : « La difficulté vient du fait que pour qu'il y ait accumulation, une partie de la plus-value n'est pas consommée par les capitalistes, mais ajoutée au capital pour accroître la production. Les capitalistes ne veulent pas le consommer, et les travailleurs ne le peuvent pas, leur consommation étant couverte par le capital variable disponible. *D'où vient la demande pour la partie de la plus-value accumulée ?*²⁰. »

Ou elle écrira encore : « Le marché *intérieur* capitaliste ne peut réaliser qu'une partie de la valeur du produit social : le capital constant qui a été utilisé, le capital variable, et la partie consommée de la plus-value. *La partie de la plus-value épargnée doit être réalisée ailleurs*²¹. »

Rosa Luxemburg en conclut donc que la réalisation de la plus-value, et par là même l'accumulation du capital, est impossible dans un système capitaliste *fermé*, et que la partie de la plus-value épargnée ne peut être réalisée *qu'à travers la vente à des consommateurs non capitalistes*, en dehors du système capitaliste : pays, ou couches sociales pré-capitalistes à l'intérieur des pays capitalistes.

On peut, dit-elle, envisager alors deux cas : *ou bien* le secteur II *réalise* sa plus-value en vendant ses produits aux couches ou pays non capitalistes : ainsi pourra-t-il demander au secteur I des moyens de production permettant à ce dernier de réaliser sa plus-value, et d'accroître à son tour son accumulation. Elle cite, à cet égard, le cas de l'industrie cotonnière anglaise qui, en vendant durant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, en Inde, en Amérique, en Europe, a pu réaliser sa plus-value, et a permis le développement de la production industrielle des machines en Angleterre.

Ou bien alors, deuxième cas envisagé par R. Luxemburg, le secteur I réalise sa plus-value en vendant ses produits aux couches et aux pays non capitalistes, et il peut alors, accroître sa demande de biens de consommation au secteur II, pour satisfaire les besoins de la masse croissante de travailleurs du secteur I, et permettre ainsi la réalisation de la plus-value du secteur II.

Or, en fait, on sait que, présenté de cette façon, c'est-à-dire présenté encore à la façon de Sismondi et des populistes, le problème de la réalisation est un faux problème. Prétendre, comme R. Luxemburg le fait, que la plus-value épargnée peut être réalisée, parce que personne ne demande la fraction de la production qui lui correspond, c'est exactement revenir à la théorie erronée de Sismondi, *et ne pas voir que le déficit de la demande globale créé par l'épargne, peut être comblé par la demande de moyens de production*.

Cela dit, R. Luxemburg présente, dans certaines parties de son ouvrage, notamment dans les deux premiers chapitres de la troisième partie, *un autre type d'explication, pour essayer de démontrer, toujours, que les débouchés extérieurs sont nécessaires à la réalisation de la plus-value*.

En effet, dit-elle, Marx dans ses schémas de la reproduction élargie du livre II du *Capital*, a supposé que la composition organique du capital, le rapport du capital constant ou capital variable, C/V, restait constant. Or, il faut, dit-elle, réintroduire dans ces schémas cette loi, découverte d'ailleurs par Marx, selon laquelle dans le système capitaliste, un processus

constant de rationalisation et de progrès techniques provoque *une tendance à la hausse de C/V*.

Or, dit Rosa Luxemburg, cette introduction dans les schémas de Marx, du progrès technique et de la hausse de C/V, *montre que le système aboutit à une impasse*.

A l'aide d'exemples numériques, *elle cherche à nous montrer que l'introduction du progrès technique dans les schémas de la reproduction a pour conséquence une insuffisance des biens de production, ou de l'investissement, et un excès des biens de consommation, et que le système est, dès lors, dans l'impasse*.

Prenons un *exemple numérique très simple*, qui n'utilise pas les mêmes chiffres que ceux de R. Luxemburg, mais dont le raisonnement est le même ²² :

Soit durant la *période I* :

— Offres de biens de production :

$$C_1 + V_1 + pl_1 = 44 + 11 + 11 = 66$$

— Offres de biens de consommation :

$$C_2 + V_2 + pl_2 = 16 + 4 + 4 = 24$$

Produit national brut : 90

On a donc :

$$— C/V = 4$$

$$— \text{taux de plus-value} : \frac{pl}{v} = 100 \% ;$$

supposons que la moitié de la plus-value dans les deux secteurs soit épargnée, et que cette moitié de la plus-value épargnée qui va servir à acheter des biens d'équipement et à payer de nouveaux ouvriers, qui va donc se diviser de nouveau en C et V, se divise dans la même proportion de 4 : *On suppose donc que C/V est constant*, ce qui est l'hypothèse de Marx dans les schémas de la reproduction :

$$\text{On a donc : } pl_1 \text{ épargnée : } 5,5 = \int_{4,4C}^{plc1} + \int_{1,1V}^{plv1}$$

$$pl_2 \text{ épargnée : } 2 = \int_{1,6C}^{plc2} + \int_{0,4V}^{plv2}$$

On va donc avoir :

— Investissements = 66

— Épargne = $C_1 + C_2 + plc_1 + plc_2$

$$= 44 + 16 + 4,4 + 1,6 = 66$$

Donc : INVESTISSEMENT = ÉPARGNE

de même on a :

— Offre de biens de consommation = 24

— Demande de biens de consommation =

$$V_1 + V_2 + plv_1 + plv_2 + R_1 + R_2$$

$$= 11 + 4 + 1,1 + 0,4 + 5,5 + 2 = 24$$

donc OFFRE BIENS CONSOMMATIONS = DEMANDE BIENS CONSOMMATION.

Mais maintenant, introduisons dans le schéma l'effet du progrès technique, sous la forme d'une hausse de C/V : et supposons que C/V passe de 4 à 7 : la plus-value va donc se partager de façon différente :

On aura :

$$— pl_1 \text{ épargnée : } 5,5 = 4,8 C + 0,7 V$$

$$— pl_2 \text{ épargnée : } 2 = 1,75 C + 0,25 V$$

On va donc avoir :

— Investissements = 66

$$\begin{aligned} \text{— Épargne} &= C1 + C2 + plc1 + plc2 \\ &44 + 16 + 4,8 + 1,75 = 66,55 \end{aligned}$$

On a donc : ÉPARGNE > INVESTISSEMENT

Par ailleurs, on a :

$$\text{— Offre biens de consommation} = 24$$

$$\text{— Demande biens consommation} =$$

$$\begin{aligned} &V_1 + V_2 + plv_1 + plv_2 + R_1 + R_2 \\ &= 11 + 4 + 0,7 + 0,25 + 5,5 + 2 = 23,45 \end{aligned}$$

On a donc :

OFFRE BIENS CONSOMMATION > DEMANDE BIENS CONSOMMATION

Ainsi, *l'introduction du progrès technique dans les schémas de la reproduction nous montre que le processus de la reproduction élargie loin de pouvoir se prolonger de façon équilibrée, aboutit à un excès d'épargne, et à un excès de l'offre de biens de consommation.*

Dans ces conditions, les capitalistes du secteur II :

— *Ou bien*, devront renoncer de plus en plus, à accumuler une partie de leur plus-value, et devront de plus en plus la consommer : mais dans ces conditions, on va vers la *stagnation*, et la chute du capitalisme ;

— *ou bien*, se retrouveront avec une masse croissante de biens de consommation produits, qui se trouvera sans acheteurs solvables. Les *crises économiques* deviendront alors de plus en plus aiguës.

Le phénomène sera aggravé, dit R. Luxemburg, par le fait que les capitalistes du secteur I auront probablement tendance à accumuler une part de plus en plus importante de leur plus-value, et que le maintien de l'équilibre impliquera alors une renonciation d'autant plus importante des capitalistes du secteur II à accumuler une partie de leur plus-value, ce qui, encore une fois implique *la stagnation* et, par conséquent, la chute du capitalisme : « A l'hypothèse d'une accumulation accélérée dans le secteur I, il faut donc ajouter celle d'une accumulation freinée dans le secteur II, au progrès technique dans le secteur I, la régression dans le secteur II ²³. »

Pour échapper à *ce dilemme*, entre une stagnation qui impliquerait la chute du capitalisme, et une surproduction sans cesse accrue, dit R. Luxemburg, les capitalistes précisément ont *écoulé* une quantité toujours importante de leurs marchandises, *dans les secteurs ou dans les territoires précapitalistes.*

L'économie capitaliste est OBLIGÉE, dit Rosa Luxemburg, *de déverser le surplus invendable de ses produits sur les marchés extérieurs.*

Que penser de cette deuxième démonstration de R. Luxemburg, sur la nécessité de marchés extérieurs, pour réaliser la plus-value ?

Elle semble plus séduisante que la première démonstration, qui, elle, reposait sur la théorie erronée de la sous-consommation de Sismondi ; mais en outre le fait qu'elle repose sur une liaison entre le progrès technique et la hausse de C/V, liaison dont l'existence, *de nos jours du moins*, reste à démontrer, le progrès technique devenant semble-t-il de plus en plus, capital-saving, il faut bien reconnaître que l'explication de R. Luxemburg, reste beaucoup trop mécaniste, *et qu'on ne peut pas tirer des conclusions définitives du simple fait qu'un exemple NUMÉRIQUE particulier, ne donne aucune solution.*

Par ailleurs, il y a là un problème de cohérence avec la pensée de Marx, dans la mesure où les schémas de la reproduction ne sont qu'un instrument d'analyse des conditions de l'équilibre : ils ne sont pas un instrument d'analyse des conditions de la croissance, et c'est pourtant à ce titre que R. Luxemburg les utilise.

Enfin, il faut bien reconnaître également, que cette volonté de R. Luxemburg d'insister sur l'aspect nécessaire des débouchés extérieurs *pour la réalisation de la plus-value*, l'a

entraînée à commettre de graves erreurs d'appréciation sur *le rôle des dépenses de l'État, et notamment des dépenses militaires.*

En effet, dit-elle, ce ne sont pas les « improductifs » (militaires, fonctionnaires, etc.) qui « incitent par leur demande à une reproduction élargie », car la consommation des improductifs se fait grâce à une partie de la plus-value et des salaires, prélevée par l'impôt : donc, on en a déjà tenu compte, ou plus précisément, *elle ne crée pas une demande supplémentaire.* Les dépenses militaires, dit par exemple R. Luxemburg, jouent un rôle essentiel dans la conquête et le maintien de débouchés extérieurs, mais *elles ne créent pas une demande supplémentaire* : la consommation des militaires ne fait que remplacer la consommation des travailleurs, ou la consommation et l'investissement des capitalistes : elle n'est qu'un simple transfert de capital :

« ... un grand nombre de capitalistes produisant des moyens de subsistance ont perdu une demande effective, au détriment d'un petit groupe de marchands de canons²⁴. »

Il y a là, de toute évidence, *une erreur de R. Luxemburg*, car il n'est pas du tout sûr que les sommes prélevées par l'impôt ou par l'emprunt par l'État auraient été dépensées par les individus. Dans ces conditions, l'État, peut, par ses dépenses, créer une demande supplémentaire. Si par exemple, il prélève une partie de la plus-value épargnée par les capitalistes, il se peut très bien, si ce prélèvement donne lieu à des dépenses publiques, *qu'une demande supplémentaire soit créée*, au cas où les capitalistes n'auraient pas eu l'intention d'investir leur épargne. Affirmer, comme R. Luxemburg, que l'État ne peut jamais créer une demande supplémentaire revient donc à affirmer que l'épargne des capitalistes est toujours *et automatiquement investie* : c'est ce qu'affirmaient les grands classiques, et notamment Ricardo, et l'on voit donc à quel point R. Luxemburg est encore suffisamment influencée par eux, pour commettre de telles erreurs.

Cependant, si les thèses de Rosa Luxemburg sur la nécessité de débouchés extérieurs pour réaliser la plus-value, sont, en définitive, erronées ou décevantes, il n'en reste pas moins que, dans certains passages de son livre, *elle va présenter une thèse, sans doute beaucoup plus intéressante : la thèse selon laquelle les débouchés extérieurs sont nécessaires non pas pour réaliser la plus-value, non pas pour vendre un surplus de marchandises déjà produites, mais pour créer la plus-value, pour inciter les entrepreneurs à investir et à produire* : et c'est en cela essentiellement que sa thèse est nouvelle *par rapport à celle de Marx.*

Deuxième explication : *Les débouchés extérieurs sont nécessaires pour créer la plus-value.*

Rosa Luxemburg défendra cette thèse, *d'une part*, sur le plan théorique, dans certains passages, et *d'autre part*, dans son histoire du développement du capitalisme.

I. En certains passages de son ouvrage, donc, on trouve clairement exprimée l'idée que l'investissement n'aura lieu que si les capitalistes sont assurés de trouver en face d'eux un marché en expansion ou, plus précisément, *s'il existe une demande préalable qui incite à investir.*

Dans le chapitre VII, « Analyse du diagramme de Marx de la reproduction élargie », *Rosa Luxemburg* va en effet expliquer que, dans le régime capitaliste, l'existence de facteurs de production ne suffit pas pour qu'on accroisse la production : « la demande effective de biens doit aussi augmenter²⁵ », et elle doit augmenter préalablement à l'augmentation de la production :

« Une fraction de la plus-value est consommée par la classe capitaliste elle-même sous la forme de biens de consommation. Mais qui peut acheter des produits dans lesquels l'autre fraction est incorporée, la fraction capitalisée de la plus-value ?

En partie les capitalistes eux-mêmes répond, le diagramme, puisqu'ils ont besoin de nouveaux moyens de production pour développer la production, et en partie les nouveaux

travailleurs qui sont nécessaires à la mise en œuvre de ces nouveaux moyens de production²⁶. »

On constate ici que Rosa Luxemburg *ne commet pas l'erreur* d'adhérer à la théorie de la sous-consommation de Sismondi, puisqu'elle ne se demande plus qui achète la partie de la plus-value épargnée, mais qu'elle voit bien que la plus-value, même épargnée, peut donner naissance à une demande, puisqu'elle peut servir à *acheter de nouveaux moyens de production*. Cela dit, ce qui est intéressant, c'est la manière dont continue R. Luxemburg : en effet, pour que la plus-value épargnée soit dépensée par les capitalistes en achats de nouveaux moyens de production, et de nouvelles forces de travail, pour que la plus-value épargnée soit investie, cela implique une condition : « *cela implique un motif préalable d'investir chez les capitalistes si de nouveaux travailleurs sont occupés pour mettre en œuvre de nouveaux moyens de production, il doit avoir existé auparavant une demande pour les produits que l'on envisage de fabriquer*²⁷. »

Rosa Luxemburg affirme donc bien que les capitalistes n'investissent leur épargne que si un élargissement *préalable* de leurs débouchés leur donne une raison de le faire.

En régime capitaliste, explique-t-elle par ailleurs, l'accroissement de la demande engendré par l'investissement ne peut être le motif de l'investissement : le capitaliste nous dit-elle, « n'a aucun contrôle sur l'accroissement de la demande en général, ou sur l'accroissement de la demande de ses produits²⁸, » et c'est pourquoi sans doute, Rosa Luxemburg insiste dans ce passage sur la nécessité d'une demande préalable à l'augmentation de la production.

Ces débouchés *nouveaux*, qui justifient des investissements *supplémentaires*, le capitalisme les trouve, *en partie*, à l'extérieur.

Cette intéressante théorie de l'incitation à investir n'est malheureusement pas davantage précisée, sur le plan théorique, par R. Luxemburg, mais elle va être présente, cependant, dans *l'histoire*, que fait R. Luxemburg, du développement du capitalisme.

2. Les deux derniers chapitres du livre de Rosa Luxemburg, nous présente, en effet, une description extrêmement intéressante de *l'histoire* du développement du capitalisme, où l'on nous montre que la conquête de nouveaux marchés a été et demeure une condition *essentielle* du développement du capitalisme.

« Le capitalisme *surgit*, écrit Rosa Luxemburg, *et se développa historiquement au milieu d'une société non capitaliste*.

En Europe occidentale, on le trouve d'abord dans un environnement féodal duquel il a en fait émergé, ..., et plus tard, ayant sabordé le système féodal, il existe essentiellement dans un environnement de paysans et d'artisans, c'est-à-dire un système de production marchande simple, tant dans l'agriculture que dans l'industrie.

Le capitalisme européen, est, de plus, entouré de vastes territoires où se développent tous les niveaux de développement, depuis les hordes communistes primitives de bouviers et de chasseurs nomades, jusqu'à la production marchande – des paysans et des artisans. *Cela constitue le cadre de l'accumulation du capital*²⁹ ».

Plus précisément, elle distingue la lutte du capital contre *l'économie naturelle* (lutte contre l'esclavagisme, contre le féodalisme, contre le communisme primitif), et elle note que la domination capitaliste est la première qui ait imposé la destruction des organisations sociales existantes, la lutte du capital contre *l'économie paysanne*, par la séparation de l'industrie et de l'agriculture, qui crée un marché pour les produits industriels, *et la lutte concurrentielle du capital sur le marché international*, pour s'emparer, sur un certain nombre de territoires, de ce qui reste de ces formes de production, lutte donc pour la conquête des colonies, pour les zones d'influence, etc.

Tout ce processus d'introduction du système du marché dans des régions nouvelles du globe, et la monopolisation de ces marchés au profit des grandes puissances industrielles, *ont permis la poursuite et le développement de l'accumulation.*

« ... à l'étranger, dans les pays où la production capitaliste ne s'est pas encore développée, a été créée, volontairement ou par la force, *une nouvelle demande, venant des couches non capitalistes* » et cela a permis, dit Rosa Luxemburg, le développement du processus de l'accumulation ³⁰. »

De toutes ces analyses, Rosa Luxemburg tire *deux conclusions très importantes* :

1° Elle ne pense pas que la recherche de débouchés à l'extérieur soit un fait *nouveau* dans le capitalisme du XX^e siècle. Elle pense qu'il y a là *une condition permanente du développement du capitalisme.*

2° Elle pense que cette nécessité pour le capitalisme de rechercher des débouchés extérieurs est une *contradiction essentielle* du système, pour le moins aussi importante que les contradictions analysées par Marx.

« Le capitalisme est le premier mode de production économique possédant l'arme de la propagande, *un mode de production qui tend à envahir le monde entier*, et à écraser toutes les autres économies, ne tolérant aucun rival à ses côtés. C'est en même temps aussi *le premier mode de production économique incapable d'exister seul*, puisqu'il a besoin d'autres systèmes économiques comme moyen et comme sol nourricier.

Bien qu'il aspire à devenir universel, et précisément à cause de cette tendance, il doit s'effondrer, parce qu'il est de façon immanente incapable de devenir une forme de production universelle ³¹. »

Telle est donc, aux yeux de R. Luxemburg, l'une des contradictions essentielles du système capitaliste.

Le livre de R. Luxemburg fut, dans l'ensemble, *fort mal accueilli*. Il fut mal accueilli d'abord par les auteurs RÉVISIONNISTES.

Deux points, à cet égard, doivent être notés :

I. *Premier point* : l'attitude des partis socialistes à l'égard de la question coloniale avait considérablement évolué depuis une quinzaine d'années. Au congrès de l'Internationale socialiste de Paris, en 1900, une résolution anti-impérialiste et anticolonialiste est votée à l'unanimité : mais quelques années plus tard, dès le congrès d'Amsterdam, en 1904, le colonialisme trouve des partisans, aussi bien chez les socialistes allemands, qu'anglais, hollandais et belges. Puis, au congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart, en 1907, d'importantes différences d'attitude apparaissent au grand jour, à propos du colonialisme : certains proposent de reconnaître le caractère inévitable des empires coloniaux, et préconisent simplement des réformes améliorant le sort des « indigènes », mais en restant dans le cadre de la domination coloniale. Même Kautsky, pourtant représentant de la tendance de gauche à Stuttgart, fait preuve, pour le moins, d'une grande prudence :

« L'idée de l'émancipation des colonies est une espèce d'idée limite qui nous montre une direction, mais n'est pas une proposition pratique à l'application immédiate de laquelle nous devons travailler ³². »

La source *théorique* de la position colonialiste des partis sociaux-démocrates était une déformation du marxisme : elle consistait dans l'affirmation que le capitalisme étant *historiquement inévitable*, tout ce qui servait au développement du capitalisme, tout ce qui l'aidait à s'étendre au monde entier, était inévitable et même devait être soutenu.

Kautsky cautionnait cette idée, lorsqu'il déclarait : « la production capitaliste entre en lutte avec les formes de production arriérées, mais nous ne pouvons et ne devons pas lui dresser des obstacles sur son chemin. »

2. *Le deuxième point* à noter, à propos de l'attitude des révisionnistes à l'égard du livre de Rosa Luxemburg, est que ceux-ci, et notamment Kautsky, estimaient que l'impérialisme,

forme particulière et violente de l'expansion, pratiquée seulement par de petits groupes de capitalistes, les grandes banques et les militaires, *était contraire à l'intérêt de l'ensemble de la classe capitaliste*. C'est pourquoi affirmait Kautsky, la majorité de la classe capitaliste s'opposera toujours davantage à la politique de violence impérialiste, et s'en détournera de plus en plus. *On voit à quel point cette position est contraire à celle de Rosa Luxemburg*, pour qui l'impérialisme et la conquête des marchés extérieurs sont *inhérents* au capitalisme, et permettent son développement. C'est d'ailleurs en pensant à Kautsky, qu'elle écrira dans son *Anticritique*, pour répondre à ceux qui avaient attaqué *L'accumulation du capital* : « La croyance en la possibilité de l'accumulation dans une société capitaliste isolée, la croyance que le capitalisme est ainsi concevable sans expansion, est la formule théorique d'une tendance pratique tout à fait précise ». Cette conception fait, dit-elle, de l'impérialisme, « l'invention maligne d'un petit monde de gens intéressés. Cette conception veut convaincre la bourgeoisie que l'impérialisme et le militarisme lui sont nuisibles du point de vue de ses propres intérêts, elle veut isoler ainsi la *prétendue poignée* de profiteurs de cet impérialisme, et constituer de cette façon un bloc du prolétariat et des larges couches de la bourgeoisie, pour « atténuer » l'impérialisme ».

Cet appel à la « bourgeoisie éclairée », comme le note R. Luxemburg ironiquement, laisse croire que le capitalisme peut ne pas être impérialiste, *ce qui est évidemment fondamentalement* opposée aux thèses défendues par R. Luxemburg, dans son livre.

Cela dit, le livre de R. Luxemburg ne fut pas mal accueilli seulement par les révisionnistes. Il fut mal accueilli également par Lénine³³. L'influence de la pensée de Lénine sur l'évolution ultérieure de la pensée marxiste sera telle, que les thèses défendues par R. Luxemburg sur le rôle des marchés extérieurs dans le développement du capitalisme, seront très largement oubliées ou négligées.

C'est là un fait regrettable, car il est certain que la théorie de l'impérialisme de R. Luxemburg, au-delà des nombreuses imprécisions et des erreurs dont nous avons parlé, demeure, de nos jours, un instrument utile pour l'analyse de l'impérialisme.

-
- ¹ Les citations figurant dans cet article seront tirées de la deuxième édition anglaise, Londres, Routledge, 1963.
- ² Cité : in P. SWEEZY, *The theory of capitalist development*, New York, 5^e édition, 1964, p. 179.
- ³ *Ibid.*, p. 200.
- ⁴ R. LUXEMBURG, *op. cit.*, p. 35.
- ⁵ R. LUXEMBURG, *op. cit.*, p. 36.
- ⁶ Cité in : R. LUXEMBURG, *op. cit.*, p. 305.
- ⁷ R. LUXEMBURG, *op. cit.*, p. 348.
- ⁸ K. MARX, *Le Capital*, Éd. Sociales, 1950, livre I, chap. XXIV, t. III, p. 22.
- ⁹ K. Marx, *op. cit.*, livre III, chap. XV, t. VI, p. 256.
- ¹⁰ K. Marx, *op. cit.*, livre III, chap. XV, t. VI, p. 257.
- ¹¹ *Ibid.*, p. 257.
- ¹² *Ibid.*, pp. 257-258.
- ¹³ R. Luxemburg, *op. cit.*, p. 44.
- ¹⁴ *Ibid.*, p. 45.
- ¹⁵ *Ibid.*, p. 39.
- ¹⁶ *Ibid.*, p. 350.
- ¹⁷ *Ibid.*, p. 351.
- ¹⁸ *Ibid.*, p. 137.
- ¹⁹ *Ibid.*, p. 366.
- ²⁰ *Ibid.*, p. 143.
- ²¹ *Ibid.*, pp. 366-367.
- ²² Avec C_1 et C_2 , le capital constant des secteurs I et II, v_1 et v_2 , le capital variable des secteurs I et II, pl_1 et pl_2 , la plus-value des secteurs I et II, R_1 et R_2 la partie de la plus-value consommée, plc_1 et plc_2 la partie de la plus-value épargnée et consacrée à l'achat de nouveaux biens d'équipement, et plv_1 et plv_2 de la partie de la plus-value épargnée consacrée au paiement de nouveaux ouvriers.
- ²³ *Ibid.*, p. 339.
- ²⁴ *Ibid.*, p. 459.
- ²⁵ *Ibid.*, p. 131.
- ²⁶ *Ibid.*, p. 133.
- ²⁷ *Ibid.*, p. 133.
- ²⁸ *Ibid.*, p. 45.
- ²⁹ *Ibid.*, p. 368.
- ³⁰ *Ibid.*, p. 427.
- ³¹ *Ibid.*, p. 467.
- ³² Cité in T. KEMP, « Qu'est-ce que l'impérialisme ? ». *Partisans*, décembre 1963 - janvier 1964.
- ³³ Les raisons de cette attitude mériteraient, à elles seules, une autre étude.